

# Anthony Aguilar : l'Iran a piégé les États-Unis et les saigne à blanc

Anthony Aguilar est un lieutenant-colonel à la retraite de l'armée américaine, un Béret vert des forces spéciales qui a servi comme officier d'infanterie de combat pendant 25 ans en Afghanistan, en Irak, en Syrie, en Jordanie, aux Philippines, en Thaïlande, en Malaisie, au Cambodge, au Vietnam, au Kazakhstan et au Tadjikistan. Aguilar a travaillé comme prestataire humanitaire pour la Gaza Humanitarian Foundation (GHF) et est devenu lanceur d'alerte concernant les atrocités. Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glennndiesen.substack.com/> X/Twitter : [https://x.com/Glenn\\_Diesen](https://x.com/Glenn_Diesen) Patreon : <https://www.patreon.com/glennndiesen> Achetez des produits dérivés Diesen : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok> Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen> Buy me a Coffee : <https://buymeacoffee.com/gdieseng> Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

## #Glenn

Bienvenue à nouveau. Nous recevons aujourd'hui Anthony Aguilar, lieutenant-colonel à la retraite de l'armée américaine. Il a passé vingt-cinq ans comme officier d'infanterie de combat au sein des forces spéciales. Il a également travaillé en Israël comme sous-traitant pour l'aide humanitaire et il est devenu un lanceur d'alerte très important concernant les atrocités commises. Merci donc de revenir dans l'émission.

## #Anthony Aguilar

Merci. J'apprécie. Merci de m'avoir invité.

## #Glenn

Je voulais commencer, je suppose, par une question ouverte. Les États-Unis ont la meilleure armée du monde. Je pense qu'il ne devrait pas être controversé de dire que c'est la force militaire la plus redoutable au monde. Mais pourquoi pensez-vous qu'elle échouerait face à l'Iran ?

## #Anthony Aguilar

Eh bien, l'aspect critique de l'échec américain dans la guerre contre l'Iran, c'est que cette guerre a été lancée sans raison claire, sans objectif politique, sans objectif militaire précis à atteindre, qui permette d'aboutir à une situation politique finale, à une négociation, à un traité, à un règlement, ou à une forme quelconque de paix négociée. La guerre a commencé sous prétexte qu'elle pouvait être

gagnée rapidement, du jour au lendemain. Qu'elle ne prendrait que quelques jours. Que les États-Unis interviendraient et repartiraient aussitôt. Que le monde se réjouirait, et que les États-Unis seraient victorieux grâce à leur puissance militaire écrasante. Or, peu importe qu'une armée soit grande, technologiquement avancée, professionnelle et précise. Lorsqu'un pays part en guerre sans objectif clair à atteindre, son armée ne fait, en réalité, que bombarder une politique sortie de nulle part. Et nous voyons les États-Unis tomber dans ce piège. Et je pense que le pire reste à venir dans ce conflit, en termes de pertes humaines et de conséquences pour les États-Unis.

## **#Glenn**

Mais comment évaluez-vous la stratégie iranienne ? Parce que, là encore, ils sont, eh bien, je suppose, le camp le plus faible dans ce conflit. Mais dans tout conflit, on cherche à utiliser ses atouts. Au-delà de la géographie, comment les voyez-vous mener ce combat ? S'agit-il donc d'une guerre d'usure ? Cherchent-ils simplement à faire augmenter les coûts opérationnels des États-Unis ? Et au-delà des moyens employés, quel est l'objectif final ? S'agit-il simplement de pousser les États-Unis hors de la région ? Ou comment l'évaluez-vous ? Je veux dire, si vous vous mettiez à la place des Iraniens, comment expliqueriez-vous ce qu'ils font ?

## **#Anthony Aguilar**

Si je me mettais à la place de l'état-major interarmées ou des planificateurs iraniens, j'examinerais la situation ainsi : quels sont nos atouts ? Avons-nous des chasseurs de cinquième génération à la pointe ? Non. Avons-nous des capacités navales avancées, une marine de haute mer ? Non, nous ne les avons pas. Mais ce que nous avons, c'est la géographie. À l'approche des élections américaines, le temps joue en faveur de l'Iran. Les élections de mi-mandat aux États-Unis approchent. Cette guerre devient un enjeu pour les électeurs. Elle a des répercussions sur l'économie, qui est probablement la préoccupation la plus importante pour les électeurs à l'approche de ces élections de mi-mandat. Il y a des conséquences. Donc, si vous êtes l'Iran, c'est ce que vous regardez.

Comment exercer une pression diplomatique, dans l'espace informationnel, sur le plan militaire et économique, afin d'obtenir une position d'avantage relatif ? Pour l'Iran, je regarderais notamment la question du détroit d'Ormuz. C'est évidemment un élément crucial. Ironie de l'histoire, ce n'était pas un facteur dans la décision initiale des États-Unis d'entrer en guerre. Et c'est désormais devenu l'aspect le plus déterminant de cette guerre, en matière de contrôle. Le détroit est-il ouvert ou non ? Qui imposera des droits de passage ? Qui ne le fera pas ? Et ainsi de suite. C'est devenu une épine dans le pied de cette administration américaine. Donc, la capacité de l'Iran à mener une guerre asymétrique ne constitue pas, à elle seule, une recette pour réussir.

Cependant, si l'on combine la capacité asymétrique dont dispose l'Iran avec ses drones, ses échanges de technologies avec la Chine et la Russie — alors que nous savons que la Chine et la Russie fournissent désormais non seulement du renseignement, des images satellites et diverses formes d'assistance, mais aussi une aide directe — l'Iran dispose aujourd'hui avec la Russie d'un

accord de vingt-cinq milliards de dollars sur les infrastructures nucléaires. L'Iran est en train de façonner de nouvelles alliances dans la région. Et si l'on considère la menace des missiles balistiques que l'Iran a démontrée, lorsqu'on utilise un intercepteur Patriot américain, le système T-H-A-A-D — le système de défense de zone à haute altitude en phase terminale — intégré à un intercepteur Patriot ou à d'autres types d'intercepteurs, chacun de ces intercepteurs coûte des millions de dollars.

Et nous apprenons maintenant que, pour lutter contre les drones et les missiles balistiques, il faut énormément plus d'intercepteurs que nous n'en avons. Mais le calcul devient intenable quand on tire des intercepteurs à un million de dollars contre des drones imprimés en trois dimensions qui coûtent, vous savez, entre mille et trente mille dollars, et que l'Iran est capable de produire en masse. Très vite, ce calcul d'attrition tourne à l'avantage de l'Iran. Et nous le constatons aujourd'hui : les États-Unis manquent cruellement d'intercepteurs stratégiques et de munitions de frappe de précision. Les États-Unis sont désavantagés, car ils font désormais face à un dilemme : qu'est-ce qu'on fait ? Est-ce qu'on se retire de tout ça ?

Donald Trump va-t-il tenter de se retirer en proclamant sa victoire ? Nous avons considérablement réduit leurs capacités de missiles. Grâce à une surveillance satellite omniprésente, nous pouvons garder un œil sur la montagne de Pickaxe. S'ils tentent un jour de déterrer le matériel nucléaire, nous les frapperons de nouveau. Mais l'Iran ne va pas laisser Donald Trump se retirer comme ça. Car l'Iran est désormais en position, alors que les États-Unis se rapprochent des élections de mi-mandat, de frapper quand il le souhaite, et de faire payer les États-Unis ainsi que leurs alliés — les alliés qui leur restent et qui hébergent encore des équipements et des soldats américains dans la région. Et nous le constatons encore aujourd'hui, avec des frappes contre le Koweït.

## **#Glenn**

Sur l'aspect géographique que vous avez évoqué, il y a un certain contraste. L'Iran est construit presque comme une forteresse, avec un immense territoire, des montagnes, et l'eau qui l'entoure. Et les États-Unis, à cet égard, sont davantage désavantagés. Ils se battent de l'autre côté de la planète. Et comme vous l'avez dit, ils dépendent de bases qui semblent devenir très vulnérables face à la technologie des drones, et ainsi de suite. On a l'impression que cela appartient à une autre époque. Mais un article du New York Times disait qu'il faut environ vingt navires de guerre américains pour maintenir ce blocus. Et ces navires transportent environ vingt mille marins et avions.

Chaque semaine, ils ont besoin d'environ quatre cent vingt mille repas et de huit millions de gallons de carburant. Et la première chose qu'ont faite les Iraniens, c'a été de neutraliser les sites logistiques régionaux, en particulier la Cinquième Flotte à Bahreïn. L'article poursuivait en expliquant que, désormais, les États-Unis doivent passer par Diego Garcia, qui est très loin, et parfois même par Singapour. On l'a vu récemment avec le porte-avions USS Abraham Lincoln : il a débarqué ses marins en Thaïlande. Donc oui, c'est vraiment loin, vous voyez. Ce ne sont pas les dispositifs logistiques les plus pratiques. Alors, selon vous, dans quelle mesure cela peut-il réellement être soutenable ?

## #Anthony Aguilar

Cela devient intenable. Et je pense que si vous... si... Je suis quasiment certain qu'avant la décision du vingt-huit février, les planificateurs militaires interarmées du département de la Défense des États-Unis ont examiné cet ensemble de problèmes et compris que la logistique serait le principal défi. Et il ne s'agit pas seulement d'acheminer le carburant et la nourriture. Il faut aussi protéger ces lignes de communication maritimes, terrestres et aériennes : les ALOC, les GLOC et les SLOC. Par « lignes de communication », j'entends les dispositifs logistiques qui approvisionnent, soutiennent et relient une force militaire. Donc, comme vous l'avez mentionné, dès le tout début de ce conflit, les États-Unis dépendaient déjà de bases prépositionnées à l'avant, notamment du quartier général de la Cinquième Flotte, à Bahreïn.

Le quartier général avancé du Commandement central des États-Unis se trouve sur la base aérienne d'Al Udeid, au Qatar. Le déploiement avancé devait permettre de fournir tout ce qui est nécessaire à des missions de plus longue durée. Mais nous ne pouvons plus prépositionner ni fournir ces ressources dans la zone de responsabilité immédiate. Nous dépendons donc désormais d'un deuxième, puis d'un troisième cercle extérieur pour acheminer ce soutien, qu'il vienne de Singapour, de beaucoup plus loin dans l'océan Indien, depuis Diego Garcia, ou d'ailleurs. Et nous constatons que les navires ne reçoivent tout simplement pas bon nombre des ressources dont ils ont besoin. La maintenance en souffre.

Nous constatons des problèmes concernant les services fournis aux soldats, aux marins, aux aviateurs et aux Marines déployés en mer ou positionnés à l'avant sur des bases, comme au Koweït. Je peux vous assurer qu'au Koweït, que ce soit au camp Arifjan ou sur d'autres bases que les États-Unis ont en Jordanie, il n'y a pas assez de bunkers, pas assez de place, ni suffisamment de temps et d'alerte pour que chaque militaire américain qui y est stationné puisse faire son travail et se préparer à l'arrivée de missiles balistiques. Ils se retrouvent donc soit à marcher toute la journée en gilet pare-balles complet et avec un casque, en attendant de courir vers le bunker le plus proche, comme dans une partie diabolique de chaises musicales.

Soit ils ne le sont pas, et donc ils ne font pas leur travail. Ce ne sont alors que des cibles faciles. Soit ils font leur travail, en plus de devoir répondre à ces frappes. Et nous avons subi bien plus de pertes que ce que le gouvernement des États-Unis laisse entendre. Et cela commence à peser sur les forces. Et nous savons que, sur le plan logistique, il y a d'abord la question de les acheminer sur place. Ensuite, il y a la question des approvisionnements : est-ce que nous les avons seulement ? Alors, quand on prend en compte le coût du carburant... ces navires, ces porte-avions, ces bâtiments de combat littoral, ces croiseurs et ces destroyers lance-missiles, tous nécessitent des quantités énormes.

Je suis de retour ? Oh, oui, oui. Vous êtes de retour. Tout cela exige d'énormes quantités de carburant et de P.O.L. — produits pétroliers, huiles et lubrifiants. Or, tout cela est désormais en jeu

à cause du détroit d'Ormuz, du détroit de Bab el-Mandeb et du canal de Suez. Si l'on regarde la géographie des itinéraires alternatifs que les États-Unis peuvent emprunter depuis leurs bases en Méditerranée pour acheminer des ressources vers leurs moyens basés en Europe, en Grèce notamment, le passage par le canal de Suez, la mer Rouge, le détroit de Bab el-Mandeb, puis le golfe d'Oman, est désormais lui aussi menacé.

Les États-Unis doivent donc désormais compter sur une ligne d'approvisionnement logistique très longue. Et même les ressources nécessaires pour alimenter cette chaîne logistique deviennent vulnérables et s'épuisent. Quand on prend en compte la distance et la géographie auxquelles les États-Unis sont confrontés, ne serait-ce que pour atteindre la zone de combat et parvenir jusqu'à la guerre, sans même parler de la mener, on se rend vite compte, calculs à l'appui, que ce n'est pas réalisable. Et même comme solution temporaire, ce n'est pas tenable. Cela continuera de peser lourdement sur les forces américaines dans la zone de responsabilité du commandement central des États-Unis.

## **#Glenn**

Eh bien, étant donné que cela fait tant de victimes, et que la logistique devient de plus en plus problématique, les armes, vous savez, commencent à manquer cruellement. Et là encore, dans cette guerre d'usure plus large, les Iraniens ont un avantage inhérent. Comme vous l'avez dit, ils utilisent des drones bon marché contre des intercepteurs coûteux. Pourquoi, selon vous, les États-Unis ont-ils décidé de retourner dans cette guerre ? Parce qu'ils avaient ce protocole d'accord avec les Iraniens, et maintenant Trump affiche un certain optimisme : eh bien, ils auraient peut-être un tour spécial dans leur manche.

Je ne sais pas ce qu'ils préparent, mais on vient d'assister à toutes ces frappes massives, surtout contre les ports iraniens et concentrées autour du détroit d'Ormuz. Qu'est-ce qui a changé dans la situation stratégique ? Les États-Unis ont-ils acquis des avantages, ou vont-ils tenter une nouvelle stratégie ? Encore une fois, je sais qu'il faut forcément un peu spéculer, mais quelles sont les possibilités, ici ? Parce qu'on avait l'impression que Trump avait tout à gagner à prendre un peu de recul, à faire disparaître cette guerre des gros titres et à déplacer un peu l'attention. Au lieu de ça, vous savez, il y retourne directement. Oui, je pense que ça en a surpris beaucoup.

## **#Anthony Aguilar**

Eh bien, je vais vous le dire. Le protocole d'accord que nous avons vu en avril, ce protocole en quatorze points... Lorsqu'on a commencé à en discuter, et qu'il semblait y avoir une possibilité de négociation, une possibilité de diplomatie face à cet horrible conflit, j'y ai d'abord vu une lueur d'optimisme. Mais dès que j'ai vu les quatorze points, il m'est apparu très clairement que nous repartirions tout droit vers une guerre cinétique d'escalade. Car le tout premier point de ce protocole d'accord était que les États-Unis et leurs alliés devaient accepter ce protocole, ce qu'Israël n'accepterait pas.

Plus précisément, il s'agissait d'inclure le retrait des forces israéliennes, de Tsahal, du Liban, et d'en faire une condition de ce protocole d'accord en quatorze points, avant même que toute autre condition puisse être envisagée. Et moi, en lisant ce protocole d'accord très attentivement, encore et encore, je me suis dit : bon, lorsqu'il s'agit de lever certaines sanctions, il y a une marge de négociation. Lorsqu'il s'agit de débloquer ou de restituer des avoirs gelés, il y a une marge de négociation. Même concernant le détroit d'Ormuz, il y a une marge de négociation. Péages ou non, frais administratifs ou non, qui le contrôle, qui ne le contrôle pas : il y a une marge de négociation. Il en va de même, même pour la question des matières nucléaires.

Trump était même disposé à envisager une marge de négociation et des concessions dans ce domaine. Vous savez, conserver une certaine quantité, peut-être même assez pour disposer d'un programme nucléaire civil, et ainsi de suite. Et quand on regarde tout cela, c'était une pilule difficile à avaler pour les États-Unis. Mais c'était la meilleure voie pour sortir de cette guerre ouverte, revenir à la diplomatie, et avoir le moindre espoir de mettre fin à ce conflit avec un objectif politique réalisable. Mais quand on examine le premier point du protocole d'accord, il m'est apparu très clairement que nous nous retrouverions dans une situation où les États-Unis rendraient le contrôle à Israël. Car désormais, la décision de savoir si les États-Unis peuvent ou non satisfaire aux exigences de ce protocole d'accord dépend du respect de ses engagements par Israël.

Et Israël a presque immédiatement déclaré : « Nous ne quitterons pas le Liban. Nous ne respecterons pas cela. Les États-Unis peuvent conclure tous les accords qu'ils veulent. Pas nous. » J'ai vu ça et je me suis dit : d'accord, alors où est-ce que ça mène ? Je ne vois pas l'Iran renoncer à cette condition. Et je ne vois pas les États-Unis forcer la main d'Israël, ni se forcer eux-mêmes à contraindre Israël à la respecter. Donc, très vite, nous allions retomber dans le conflit. Et mon analyse était que ce conflit reviendrait en août. Et c'est bien ce qui s'est produit.

Et je pense que ce que nous voyons aujourd'hui, en matière d'options militaires, c'est continuer à bombarder à distance, continuer à frapper Bandar Abbas, Manab, l'île de Qeshm, l'île de Larak, l'île de Kish, et continuer à toucher encore et encore les mêmes sites avec des munitions incroyablement coûteuses, dont les États-Unis manquent déjà cruellement. Ce n'est pas une stratégie. Ça ne produira aucun résultat. Alors je me pose la question. Pour revenir en arrière, vous savez, si je... Nous parlions de ce que ferait l'Iran. Moi, je regarde la situation en me disant : d'accord, que feraient les États-Unis ? Qu'est-ce que je ferais si je raisonnais du point de vue d'un planificateur interarmées américain ? Eh bien, je dois proposer des options au commandant de la force interarmées, afin qu'il les présente au président. Quelles sont nos options ? Nous pouvons continuer à faire ce que nous faisons, au rythme où nous dépensons nos munitions stratégiques et nos missiles intercepteurs, tandis que nos bases continuent d'être martelées. Et cela ne fera qu'accélérer l'apparition d'un échec très évident, aux yeux même de n'importe quel Américain qui suivrait ce conflit d'assez loin et se dirait : « Oui, ça a l'air mauvais. » Ou bien les États-Unis peuvent tenter une nouvelle stratégie.

Quelle est cette stratégie ? Une invasion terrestre de grande ampleur ? Je suis certain que c'est l'une des options en cours d'élaboration, mais ce n'est pas l'option privilégiée. Il y a aussi une incursion terrestre limitée dans la chaîne d'îles Larak-Qeshm, pour s'emparer du détroit d'Ormuz et démontrer que les États-Unis le contrôlent. C'est une possibilité. Et puis, si l'on continue à frapper, frapper, frapper, il y a cette question : quelles munitions les États-Unis ont-ils dans leur arsenal, peuvent-ils utiliser, et ont-ils laissé entendre qu'ils pourraient employer ? Eh bien, il y a la bombe nucléaire tactique B soixante-et-un, douze. Et je crains fort qu'elle figure bel et bien parmi les options que le Commandement central américain interarmées a présentées à Donald Trump comme possibilité.

Et si je le crois, c'est parce que nous avons déjà des bombes nucléaires tactiques B soixante et un dans la région. Nous en avons plus de deux cent cinquante réparties sur des installations en Europe, et certaines ont été déplacées plus près de la zone de responsabilité du CENTCOM. Elles peuvent être déployées depuis des F seize, des F trente-cinq, et, évidemment, depuis vos bombardiers classiques. Mais nous avons les moyens, nous avons les options, et nous avons un président qui semble avoir la volonté de potentiellement le faire. Et voilà comment je vois les choses se passer. Les États-Unis utiliseraient cette capacité pour frapper le mont Pickaxe, ou pour frapper l'endroit où se trouve l'installation nucléaire critique. Puis ils diraient : « Regardez, nous avons tout fait. » Le président pourrait dire : « J'ai fait tout ce que j'avais dit que je ferais. Ils ne sont plus une menace. Leur gouvernement est affaibli. »

Le Corps des gardiens de la révolution islamique est quasiment détruit. Ils n'ont pas de marine. Ils n'ont pas d'armée de l'air. Bien sûr, ils vont continuer à produire des drones, mais qu'est-ce que ça change ? La guerre est terminée, et elle est terminée à mes conditions parce que, regardez, ils n'auront pas l'arme nucléaire. Les États-Unis... on voit ce discours reprendre de l'ampleur. Si vous avez entendu J. D. Vance dans les médias ces deux derniers jours, il est passé du rôle de supporter de cette guerre, disant : « Ça va bientôt se terminer. » Oui, d'autres présidents nous ont entraînés dans des guerres comme celle-ci, mais eux étaient stupides. Il a littéralement dit que c'étaient des présidents stupides. Donald Trump, lui, est intelligent. Il ne nous entraînera pas dans une guerre sans fin.

Et maintenant, même J. D. Vance dit : « Je ne sais pas si cette guerre sera terminée d'ici les élections de mi-mandat. Je ne sais pas comment ce conflit va se finir. » Eh bien, quand vous avez un président qui devient de plus en plus désespéré à l'approche des élections de mi-mandat — et n'oublions pas que le vingt-sept octobre, ce sont aussi les élections en Israël —, le président cherche désespérément un moyen de revendiquer une victoire et de se retirer. Mais je ne pense pas que l'Iran va le laisser faire. Il va donc devoir prendre une décision. Et je pense que l'éventuel recours tactique à une arme nucléaire B soixante et un est envisagé.

## **#Glenn**

Donc, J. D. Vance a fait un commentaire dans un podcast, disant en substance qu'on pourrait être à la fin des temps. Ce n'est pas vraiment ce qu'on veut entendre de la part d'un vice-président.

Exactement. Mais le risque, ici, semble être que les États-Unis se retrouvent piégés dans une sorte de spirale d'escalade. Parce que, s'ils prennent ces îles, comme vous l'avez suggéré, elles sont relativement petites. Les Iraniens pourront alors les frapper jour et nuit. Les forces américaines y seraient donc des cibles faciles. Et si les États-Unis les retiraient, ce serait en quelque sorte une défaite. Parce que Trump ferait un grand tour d'honneur s'ils y entraient. Mais ensuite, pour les soutenir et les ravitailler, cela permettrait aux Iraniens d'exercer une pression immense et d'infliger de lourdes pertes aux États-Unis.

Mais c'est pareil si les États-Unis s'en prennent aux infrastructures critiques de l'Iran. L'Iran peut riposter contre toute la région, qui dépend souvent davantage de l'énergie, et davantage des usines de dessalement. Et puis, même avec une arme nucléaire, s'il y avait une frappe nucléaire, les Iraniens pourraient éventuellement fabriquer quelque chose qui ressemblerait à une arme nucléaire rudimentaire. Ils ont les matières nécessaires, ils ont le savoir-faire. Je suis sûr qu'ils sont officiellement considérés comme un État du seuil nucléaire, capable de fabriquer quelque chose. On a simplement l'impression que rien de tout cela ne permettrait réellement d'atteindre un objectif politique. Oui, ils peuvent infliger davantage de souffrances. Mais, au bout du compte, les États-Unis ne feraient que s'enliser davantage dans cette situation. Ils pourraient finir dans une situation désespérée, où une arme nucléaire tactique serait perçue comme une porte de sortie.

## **#Anthony Aguilar**

Oui. C'est exactement ce que vous venez de décrire : cette échelle d'escalade, cette spirale d'escalade, si l'on peut dire. Le tourbillon d'une bonde, où tout ramène toujours à davantage d'escalade. C'est cela qui inquiète. Je ne pense absolument pas que l'emploi d'une arme nucléaire tactique permettrait d'atteindre l'objectif final. Mais nous avons une administration qui est entrée dans cette guerre sans objectif final clairement défini et réalisable. Quand on trace une route sans boussole, sans repère indiquant où l'on va, eh bien, tout peut sembler être une issue. Et Donald Trump essaie tout comme moyen de sortie. Nous avons maintenant l'opération « Paria économique ». Nous avons eu cette campagne de menaces. Nous avons eu des bombardements indiscriminés. Et nous avons eu des menaces visant l'ensemble des infrastructures civiles iraniennes, y compris des frappes contre de larges portions de ces infrastructures civiles.

Nous avons assisté à cette dérive vers une guerre presque totale. Une guerre évidemment totale pour l'Iran, mais limitée pour les États-Unis. Et nous arrivons rapidement à court de solutions militaires concrètes et réalisables. Pourtant, nous n'avons toujours pas fait bouger les lignes, ni créé une ouverture diplomatique qui permettrait à Trump de revendiquer au moins une forme de victoire. Rien n'a changé dans ce calcul. C'est le concept de l'albatros de la victoire décisive, dans lequel Donald Trump est tombé. Ce piège de l'escalade, je l'appelle l'albatros de la victoire. C'est lorsqu'une nation pense pouvoir déployer une force écrasante. Cela engendre un excès de confiance, une rigidité institutionnelle et une cécité stratégique face aux effets de second et de troisième ordre, parce qu'on se dit : eh bien, nous allons gagner cette guerre rapidement.

Et quand vous n'y parvenez pas, cela devient un boulet autour du cou. C'est ce qui vous amène à dire... Vous savez, c'est ainsi que je décrirais le Vietnam. C'est ainsi que je décrirais l'Irak. C'est ainsi que je décrirais l'Afghanistan. Quand vous ne savez pas à quoi ressemble la victoire, n'importe quoi peut ressembler à une victoire. Alors, vous commencez à frapper dans le noir pour essayer de trouver ce que cette victoire pourrait être. Donc, pour revenir à l'idée d'un éventuel assaut amphibie, ou d'une incursion terrestre limitée sur les îles de Larak et de Qeshm, est-ce que ce serait viable ? Non. Est-ce que cela ouvrirait une quelconque voie vers une victoire claire ? Non. Mais je pense que l'administration Trump considère qu'il faudrait, pour réussir, lancer des frappes massives. Frapper des sites partout sur Qeshm, partout sur l'île de Larak, partout sur l'île de Kish, à Bandar Abbas, à Minab. Un bombardement lourd. Puis déployer un groupe d'attaque amphibie, un groupe d'intervention amphibie.

Et nous avons bien là-bas le cinquième groupe de réaction amphibie du Corps des Marines des États-Unis, à bord de l'USS Boxer, qui est un porte-avions du Corps des Marines. Les forces sont donc sur place. La quatre-vingt-deuxième division aéroportée vient d'être informée que son déploiement dans la région, qui devait durer six mois, va finalement durer un an. Ils vont donc y rester plus longtemps. Toutes ces ressources militaires sont spécialisées dans la prise d'aérodromes, l'enveloppement vertical et l'assaut amphibie. C'est donc une option qui est sur la table. Et vous avez tout à fait raison : cela entraînerait de lourdes pertes et un coût élevé. Mais je pense que Donald Trump considère que, si c'est fait rapidement, avec précision, de manière chirurgicale, en entrant et en sortant vite, eh bien, nous pouvons contrôler le détroit d'Ormuz à notre guise.

Je peux ordonner aux États-Unis de le prendre, ou je peux rapatrier nos forces. Je contrôle le détroit d'Ormuz. Je viens juste de laisser... je viens juste de laisser l'Iran en prendre le contrôle. Donald Trump cherche un moyen de se sortir de cette situation. Mais que ce soit l'emploi d'une arme nucléaire tactique, ou l'option d'une incursion limitée, d'un assaut amphibie, aucune de ces options ne réussira. Mais cela ne veut pas dire que ce ne sont pas des options présentées au président. Je n'arrive tout simplement pas à imaginer une situation où le chef d'état-major interarmées et le commandant du CENTCOM seraient avec le président et lui diraient : « Hé, patron, on n'a rien. On n'a aucune option à vous proposer. Désolés, désolés. » Non. Des options sont en cours d'élaboration. Et je ne peux pas imaginer que ces options ne soient pas sur la table.

## **#Glenn**

Eh bien, je peux imaginer le désespoir ou la panique qu'il y a là-bas. Parce que vous avez dit tout à l'heure que, vous savez, le principal enjeu de la guerre, maintenant, c'est le détroit d'Ormuz. Et je pense que c'est ça — même si ce n'était pas l'un des objectifs de cette guerre. Mais si l'Iran peut simplement exercer un certain contrôle administratif, imposer des redevances, il peut toujours ajuster ces redevances selon la mesure dans laquelle les pays vendraient leur pétrole en dollars ou accueilleraient des bases américaines. En substance, ce serait un bon moyen pour l'Iran de redessiner l'architecture de sécurité régionale, afin de prendre en compte ses intérêts. Et c'est un peu la même question avec les bases. Je veux dire, les bases américaines dans la région, oui, elles

servent à attaquer le principal rival, qui est l'Iran. Mais elles lient aussi toute la dépendance sécuritaire de la région aux États-Unis.

Et cela est évidemment lié à l'ensemble du système des pétrodollars, qui est un élément clé de l'architecture économique dirigée par les États-Unis. Je comprends qu'il y ait une certaine panique. Car si l'Iran ne s'éloigne pas du détroit d'Ormuz, alors l'architecture de sécurité de la région, le dollar, tout pourrait subir une très forte pression dans les années à venir. Donc, je comprends d'où cela vient, mais... Mais si j'étais l'Iran, je ne céderais en aucune circonstance. J'exigerais le contrôle administratif, parce que ce serait le seul moyen d'organiser ma sécurité après quarante-sept ans de sanctions et de menaces. Alors, selon vous, quelle pourrait être l'issue pour les États-Unis ? Parce que c'est vraiment tout ou rien. C'est sans doute pour cela que les États-Unis sont prêts à aller aussi loin.

## **#Anthony Aguilar**

Eh bien, je pense qu'il existe une solution diplomatique. Mais cette solution diplomatique ne viendra pas tant que ce président et cette administration seront au pouvoir. Je pense que cela vaut pour les deux camps. Cette semaine, nous avons entendu Marco Rubio, puis J. D. Vance, et même Donald Trump. Tous ont déclaré, sur différentes plateformes et de diverses manières, que les négociations n'étaient plus à l'ordre du jour. En clair : nous ne négocions pas avec l'Iran. Et tant qu'ils ne cesseront pas de frapper des navires dans le détroit d'Ormuz, c'est en substance les États-Unis qui disent que, sauf si l'Iran abandonne le contrôle du détroit d'Ormuz, nous ne négocierons pas. Nous ne retournerons pas à la table des négociations. L'Iran l'a dit. L'Iran n'a pas mâché ses mots, et il l'a clairement affirmé.

Nous ne négocions pas avec cette administration. Nous attendrons la prochaine administration. Et je pense qu'ils ont l'intention de s'en tenir à cela. Je pense qu'ils y préparent leur société. Et je ne dirais absolument pas que ce n'est pas très difficile et éprouvant pour l'Iran. L'Iran a-t-il subi des pertes ? Des pertes considérables pour son armée, ses infrastructures et sa société civile. Ils ne traversent pas cela sans dommages.

Mais je pense que l'Iran a l'intention, et les moyens, de tenir bon face à cette administration jusqu'à ce qu'il y ait un nouveau président à la Maison-Blanche, jusqu'à ce qu'il y ait une nouvelle administration. Et, ce faisant, les Iraniens estiment qu'au cours de cette période — les deux ans et, voyons... novembre, décembre... disons deux ans et trois mois restants — ils peuvent redessiner l'équilibre des forces en Asie occidentale. On le voit déjà avec l'Alliance de défense de La Mecque entre l'Arabie saoudite, le Pakistan et la Turquie, et avec l'idée d'inviter l'Iran à rejoindre cet accord. Il y a aussi l'idée d'y inviter d'autres pays du Golfe et d'autres nations de la région. Cela redéfinit les rapports de force dans la région, auxquels les États-Unis sont...

En quelque sorte, c'est le pays mis à l'écart, le paria. C'est ironique : l'opération « Paria économique » va en réalité faire des États-Unis le paria, plutôt que l'Iran. Je pense donc que l'Iran comprend qu'il

a le temps de son côté, dans l'immédiat, et qu'il va faire payer cette administration. Si cette administration veut sortir de cette guerre, qui a été déclenchée par les États-Unis, elle va devoir, en gros, tout abandonner, tout céder, ou continuer la guerre. Et cette guerre va durer encore plusieurs années. Que ce soit deux ans de plus, trois ans de plus, ce conflit, tel qu'il se présente aujourd'hui, survivra à ce président et se poursuivra sous la prochaine administration. Quel que soit le prochain président des États-Unis d'Amérique, il héritera de ce conflit.

## **#Glenn**

Non, oui, je les vois hériter du conflit, dans la mesure où il n'est pas résolu. Mais je me demande combien de temps cette guerre peut durer sous sa forme actuelle. Comme vous l'avez dit, les États-Unis commencent à manquer de missiles intercepteurs. Et dans beaucoup de pays partenaires de la région, comme la Jordanie, on voit certaines... enfin, « troubles » est peut-être un mot trop fort. Mais il y a beaucoup de voix politiques, d'universitaires, vous savez, qui signent cette lettre disant qu'il faudrait peut-être repenser le partenariat avec les États-Unis. Cela nous rend vulnérables. Ce qui est assez intéressant, c'est que signer une telle lettre peut entraîner une sanction de la part du gouvernement, et pourtant, ils l'ont fait.

Alors, évidemment, il y a des discussions dans la région sur la mesure dans laquelle, vous savez, ce qui était la garantie de sécurité ultime dans les années quatre-vingt-dix est désormais une vulnérabilité. Alors, combien de temps peuvent-ils poursuivre la guerre dans sa forme actuelle ? Comme vous l'avez dit, beaucoup de marins, beaucoup d'équipements militaires... tout cela ne semble pas pouvoir tenir dans la durée. Et l'économie elle-même ne va pas très bien. J'ai entendu que la solution de Scott Bessent était : « Eh bien, nous allons nous sortir de la dette grâce à la croissance. » Ce n'est pas vraiment ce qu'on a envie d'entendre. Mais alors, combien de temps les États-Unis peuvent-ils continuer comme ça ?

## **#Anthony Aguilar**

Dans la conduite de ce conflit, sous sa forme actuelle, je dirais que les États-Unis peuvent poursuivre ce qu'ils font aujourd'hui, avec cet affrontement à distance — frapper, se défendre, frapper, se défendre — probablement pendant encore quatre-vingt-dix jours tout au plus, du point de vue des capacités militaires. Dès lors, comment la stratégie militaire des États-Unis va-t-elle évoluer ? Qu'est-ce qui va changer dans notre manière d'agir ? Est-ce que cela va davantage se concentrer sur notre propre guerre asymétrique, avec une forme de guerre de type insurrectionnel, menée par les forces spéciales et les opérations spéciales depuis l'Irak vers l'Iran ? Est-ce qu'il va y avoir une pression plus forte en faveur d'un engagement naval direct ? En disant : d'accord, nous n'avons plus les moyens de rester dans l'océan Indien et le golfe d'Oman pour lancer des missiles. Nous allons devoir nous engager directement sur le plan naval. Et là, c'est la guerre.

Et si nous perdons quelques navires et quelques marins, eh bien, c'est la guerre. Voilà comment je perçois le calcul de Donald Trump, en termes de pertes assumées. Alors, combien de temps encore

les États-Unis peuvent-ils poursuivre cette guerre dans son format actuel ? Je dirais, au maximum, quatre-vingt-dix jours. Pendant ce temps, quelle sera la nouvelle stratégie ? Quelle sera la nouvelle méthode ? Quelle sera la nouvelle forme que prendra ce conflit, dans la manière dont les États-Unis le mènent ? Et je pense que les États-Unis devront, franchement, engager davantage de moyens directs dans la confrontation afin de changer la dynamique de la guerre. Et, au final, cela aura un coût plus lourd pour les forces américaines. Je pense que la situation va prendre davantage d'ampleur, devenir plus meurtrière et plus dévastatrice pour les États-Unis dans les mois à venir, à l'approche de deux mille vingt-sept.

## **#Glenn**

Eh bien, comme vous l'avez présenté, les États-Unis alternent un peu entre l'attaque et la défense. Mais ils ont aussi pu décider du moment où la guerre repart, et de celui où elle ralentit. D'après ce que j'entends, les Iraniens ne sont pas vraiment à l'aise à l'idée de céder ce type de contrôle de l'escalade aux États-Unis. Certains soutiennent donc qu'ils devraient passer à l'offensive. Ils disposent aussi d'autres options sur cette échelle d'escalade, par exemple frapper les moyens navals américains. Je ne sais pas s'ils en ont les capacités. Le Yémen semble clairement les avoir. Mais les Iraniens ne semblent pas vraiment s'en être pris à ces moyens pour afficher leurs intentions. Je ne sais donc pas si c'est une question de capacités ou d'intentions. Êtes-vous surpris qu'ils n'aient pas gravi un échelon supplémentaire dans l'escalade, en frappant les moyens navals américains ? Ou pensez-vous qu'ils sont tout simplement trop loin ?

## **#Anthony Aguilar**

Je ne pense donc pas que les moyens navals américains soient trop éloignés pour que l'Iran puisse les prendre pour cible jusqu'ici. Mais ils sont suffisamment loin pour que la question devienne : qu'est-ce que vous êtes prêt à dépenser pour une cible lointaine, plutôt que pour une cible proche ? Si je suis un soldat à l'armée, sur un stand de tir de qualification, je sais que je dois obtenir un certain score pour réussir. Et je sais que des cibles vont apparaître à vingt-cinq mètres, cinquante mètres, deux cents mètres, trois cents mètres. Et les cibles à trois cents mètres sont vraiment difficiles à atteindre. Je sais aussi que si ces cibles apparaissent, je ne peux rater aucune de celles à vingt-cinq ou cinquante mètres. Alors je vais d'abord me concentrer sur elles. J'ai la capacité de toucher des cibles plus loin, mais je dois regarder la menace la plus proche. Donc, je pense que l'Iran a la capacité de frapper des navires américains qui se trouvent plus loin.

Mais comme les États-Unis maintiennent ce blocus à distance, il est important que les auditeurs comprennent une chose : les États-Unis n'ont pas de moyens navals dans le détroit d'Ormuz. Nous n'avons pas de moyens navals qui combattent dans le golfe Persique, vous savez. Ils se trouvent dans le golfe d'Oman, la mer d'Arabie et l'océan Indien, déployés entre Diego Garcia et le golfe d'Oman, dans le cadre d'un blocus à distance et en profondeur. Je pense donc que l'Iran comprend désormais que, oui, cette séquence — frapper, répondre, frapper, répondre — et le calendrier de l'escalade ont été largement contrôlés par les États-Unis. Le rythme et le moment des opérations. Mais cela est en

train de changer. L'Iran comprend que cette situation n'est pas tenable pour lui et qu'il doit passer à l'offensive, afin de contraindre les États-Unis à se demander quand la prochaine frappe aura lieu.

Ce que nous avons vu sur l'île de Larak ce week-end a relancé toute cette nouvelle phase d'escalade. Les États-Unis ont frappé des lanceurs de mines sur l'île de Larak. Il s'agissait du système de roquettes lance-mines Fajr cinq. C'est un système obsolète, ancien. Il ne représente pas forcément une menace majeure pour l'ensemble du détroit, mais c'est une menace que les États-Unis ne peuvent pas ignorer. Et je pense que l'Iran a déplacé ces lanceurs de l'île de Qeshm vers l'île de Larak pour pousser la marine américaine à utiliser davantage de ses munitions de précision, précieuses, limitées et encore disponibles, afin de voir comment les États-Unis allaient frapper ensuite. Pour frapper ces cibles, nous savons que les États-Unis ont mené des frappes aériennes avec des avions de chasse partis de Jordanie, d'où les représailles contre la Jordanie. Mais c'était aussi un test : qu'est-ce que la marine américaine a encore à sa disposition ? A-t-elle toujours des missiles ou, vous savez, des capacités restantes à proximité de l'Iran ?

Et il a été démontré que, pour que la marine américaine puisse frapper des cibles en Irak ou à Qeshm, elle doit se rapprocher beaucoup plus. Et je pense que c'est sur cela que l'Iran mise : attirer les avions de la marine américaine plus près, dans le détroit, afin de provoquer cet engagement direct. Ainsi, cette cible lointaine, difficile à atteindre, devient désormais plus proche. Alors, l'Iran a-t-il les moyens, les capacités et la latitude de frapper des navires américains ? Oui, absolument. Le fera-t-il ? Oui, je pense que cela va arriver. Mais, pour l'instant, l'Iran attire la marine américaine toujours plus près du détroit d'Ormuz, jusqu'à ce qu'une frappe contre un navire de guerre américain ne puisse plus être facilement écartée ou niée.

Par exemple, lorsque l'USS Abraham ou l'USS Gerald Ford a subi cet incendie dans la buanderie, je suis absolument certain qu'il ne s'agissait pas d'un incendie de buanderie. Je pense que l'Iran a réussi à frapper le Gerald Ford, mais que les États-Unis ont pu le cacher, parce que le Gerald Ford se trouvait très loin, dans l'océan Indien. Qui l'a vu, après tout ? Si un arbre tombe dans la forêt, fait-il du bruit ? Et s'il n'y a personne pour l'entendre, fait-il vraiment du bruit ? Alors, si un porte-avions est frappé dans l'océan Indien et que personne n'est là pour le voir, a-t-il été touché, ou était-ce un incendie dans la buanderie ?

Je pense donc que l'Iran cherche à attirer la marine américaine plus près du détroit d'Ormuz, afin de porter un coup dévastateur contre un croiseur lance-missiles ou un navire de combat littoral, pour faire passer le message : ne jouez pas avec ça. Je pense donc que l'Iran évalue ce calcul. Et je pense que nous allons voir l'Iran intensifier ses frappes directes contre des moyens navals américains dans le golfe d'Oman, à mesure qu'ils tenteront de se rapprocher du détroit d'Ormuz. Je veux dire, pour l'instant, nous ne savons pas vraiment à quoi ressemblerait ce combat naval entre la côte et la mer, parce que nous n'avons aucun navire américain dans le détroit. Mais ça arrive.

**#Glenn**

Juste une dernière question sur la manière dont cette escalade pourrait évoluer. Car, encore une fois, il ne s'agit pas seulement des États-Unis et de l'Iran qui pourraient frapper des cibles plus sensibles chez l'autre. Il y a aussi, évidemment, le risque que la guerre s'étende dans la région. Mais vous avez évoqué tout à l'heure le risque d'entraîner la Russie et la Chine dans cette guerre. Et je dirais que toutes deux ont un fort intérêt stratégique à aider l'Iran. D'abord, elles ne peuvent pas accepter que l'Iran soit vaincu, car cela les rendrait toutes les deux très vulnérables. L'Iran est pour elles une source essentielle de stabilité sur le continent eurasiatique.

Mais aussi, si vous êtes les Russes, beaucoup de ces armes seront sinon envoyées pour combattre la Russie. Et les Chinois constatent qu'une grande partie de ces efforts visant à étouffer économiquement l'Iran les cible, en réalité, eux aussi. Donc, là encore, ils ont beaucoup à perdre dans cette affaire. Et je doute qu'ils veuillent s'engager dans un affrontement direct avec les États-Unis. C'est très peu probable, voire suicidaire. Mais d'un autre côté, c'est comme ça qu'on se retrouve piégé dans ce jeu. Je veux dire, tout n'est pas prévu à l'avance. Alors, comment évaluez-vous ce risque d'escalade ? Comment les Russes et les Chinois pourraient-ils être entraînés là-dedans ?

## **#Anthony Aguilar**

Eh bien, ils sont déjà impliqués. Pas même indirectement : directement. Quant au risque d'être entraînés davantage, vous avez soulevé un excellent point. Il est dans l'intérêt de la Russie que les États-Unis continuent de mener une guerre ouverte, avec des tirs, contre l'Iran, parce que cela nous empêche de donner davantage à l'Ukraine. Sur ce plan-là, c'est à leur avantage. Donc, continuer à fournir à l'Iran des missiles intercepteurs, des munitions, des missiles ou du renseignement, afin que les États-Unis dépensent tous ces intercepteurs essentiels et ces ATACMS. Je vais vous dire : j'étais encore dans l'armée lorsque les États-Unis ont envisagé pour la première fois de fournir à l'Ukraine des ATACMS, le système de missiles tactiques de l'armée.

Et la Russie considérerait ça, à l'époque, presque comme une ligne rouge. Du genre : non, vous ne donnez pas les ATACMS à l'Ukraine. C'est une ligne rouge. Et nous avons repoussé les limites. Nous avons repoussé les limites. Nous avons repoussé les limites. Et finalement, Trump l'a fait. Et ça a été dévastateur sur les lignes de front. Mais si la Russie peut maintenant contraindre les États-Unis à devoir les utiliser en Iran — ce que nous avons fait —, nous avons désormais dépensé presque tous nos ATACMS dans des frappes contre l'Iran.

Et ce sont les missiles ATACMS qui ne vont pas en Ukraine. Donc, du point de vue de la Russie, elle a intérêt à ce que cela continue. Mais elle a aussi intérêt à s'impliquer directement, parce que l'Iran est trop important pour qu'on le laisse échouer, aux yeux de la Russie et de la Chine. Et c'est la même chose pour la Chine. Je veux dire, le commerce de la Chine avec l'Iran est bien plus important, dans cette relation, que toute relation que les États-Unis pourraient ou voudraient avoir. Et quand on regarde la dynamique de cette relation, si les États-Unis continuent d'escalader, cela entraînera alors la Russie et la Chine plus directement dans le conflit. Je ne dis pas que nous allons

voir des forces russes, ou l'Armée populaire de libération chinoise, ou son armée de l'air, entrer directement dans les combats avec des avions et des troupes au sol. Mais certainement avec des moyens navals. Certainement avec des capacités de munitions de frappe de précision. Et potentiellement aussi, comme nous le savons avec le Pakistan, dans le cadre d'accords visant à acquérir auprès de la Chine le chasseur de cinquième génération Shenyang J-trente-cinq.

Pourquoi cette possibilité ne pourrait-elle pas être offerte à l'Iran ? Est-ce que ce serait une ligne rouge ? Bien sûr que oui. Mais si les États-Unis franchissent cette ligne rouge, alors cette ligne rouge devient désormais celle qu'il faut franchir. Donc, quand je regarde ce conflit, je pense qu'il est encore très loin d'être terminé, ou même de toucher à sa fin. Les belligérants dans ce conflit — l'Iran et les États-Unis, et maintenant les autres pays qui pourraient être entraînés — sont loin d'avoir épuisé leurs ressources, si l'on peut dire, pour mener cette guerre. Nous pensions que, lorsque nous avons envoyé des forces américaines en Pologne pour contribuer à renforcer l'Ukraine, pour conseiller et aider à distance, et que nous avons créé la force opérationnelle interarmées Dragon afin d'aider l'Ukraine à acquérir des capacités de ciblage, nous pensions, vous savez : regardez à quel point la Russie est mal préparée. Leur logistique est catastrophique. Ils ne peuvent pas tenir le front. Tout sera terminé d'ici Noël prochain. Et cette guerre fait toujours rage. Alors, je crois que cette guerre va devenir l'Ukraine de Donald Trump.

**#Glenn**

Oui, non, il s'est clairement mis dans un sacré pétrin. Je pense que le succès au Venezuela l'a sans doute un peu trop enhardi.

**#Anthony Aguilar**

Oui, ici, ce n'est pas le Venezuela.

**#Glenn**

Non, certainement pas. Eh bien, Colonel, merci beaucoup de nous avoir accordé votre temps. Je vous en suis très reconnaissant.

**#Anthony Aguilar**

Eh bien, merci beaucoup, je vous en suis reconnaissant. C'est toujours un plaisir de vous parler. La conversation est excellente, et vos questions aussi.

**#Anthony Aguilar**

Merci.